

Dépenses d'élection

M. Clark (Rocky Mountain): Il est intéressant d'entendre dire de la bouche des membres du NPD, ces modèles de vertu, que d'autres ont fait autant de faux pas qu'eux. Monsieur l'Orateur, la Saunders Aircraft est la filiale de la Manitoba Development Corporation, et le NPD avait retenu gratuitement l'avion sur bail d'un intermédiaire qui l'avait obtenu sans frais de la Saunders. Pris sur le fait, le premier ministre s'offra de payer, en oubliant que la Saunders qui ne détenait pas de permis du ministère des Transports pour l'affrètement n'avait donc pas le droit de percevoir quoi que ce soit.

Tout cela pour ne rien dire des nombreux collaborateurs directs de ministres qui ont orchestré des campagnes ou d'autres hauts fonctionnaires qui ont contribué à défendre le parti au pouvoir ni des fortes pressions exercées sur ceux travaillant avec le gouvernement pour les inciter à contribuer.

Des députés ont signalé ici que ces procédés ne se limitent pas à une province. On est en train d'adopter des méthodes analogues en Colombie-Britannique, et elles existent certes en Saskatchewan. Elles existent visiblement à Ottawa, même si les libéraux n'ont pas condamné autrui aussi béatement pour des agissements identiques aux leurs. Un ordre de dépôt de document a été adopté à la suite d'une question du député de Colchester-Cumberland-Nord (M. Coates) indiquant les abus auxquels on se livre au cours de campagnes électorales, tels que l'utilisation d'avions du gouvernement par des ministres aux fins d'activités électorales partisanses. Il y a aussi l'annonce du secrétaire d'État, parfois chargé du multiculturalisme, qui fait de temps à autre une apparition à la Chambre, et dont le programme semble combiné de façon si partisane qu'on a même été jusqu'à affecter au ministre un adjoint dont la principale fonction précédente était partisane, sans pour autant que les résultats en aient toujours été bons.

Récemment, ce même ministre qui nous a saisis de cette mesure a refusé que soit menée une enquête publique sur le harcèlement relatif à la contribution de l'ITT, harcèlement qui n'a été possible qu'avec l'appui d'un parti lui-même soutenu par le gouvernement.

Hier, mon collègue, le député d'Edmonton-Strathcona (M. Roche), a évoqué l'utilisation partisane de la visite même de Sa Majesté. Je ne reproche pas aux candidats libéraux de l'Alberta leur audience avec la reine. Ce que je veux dire, c'est que personne ne participe à un grand dîner officiel à titre personnel. Les invités sont choisis en qualité de représentants et la signification de cet événement particulièrement récent, c'est que 15 des représentants fédéraux dûment élus de l'Alberta ont été délibérément exclus, et leurs places attribuées à des gens qui ne représentaient rien d'autre que le parti libéral en Alberta, soit peu de chose dans cette province. C'est d'un sectarisme inexcusable, surtout quand il met Sa Majesté dans un embarras devant lequel elle est impuissante. Quant à ce débat, c'est un nouvel exemple de l'habitude adoptée par le parti libéral au pouvoir d'avoir recours à des prérogatives gouvernementales en vue d'objectifs strictement partisans. Cela est une habitude que nous devons perdre, et étant donné que nous ne réussissons pas à réformer le parti libéral par des exhortations, nous devons le faire par des mesures législatives.

Le danger va bien au-delà des élections.

M. MacEachen: Le député nous sauvera tous.

M. Clark (Rocky Mountain): Il règne depuis plusieurs années, monsieur l'Orateur, une grande confusion parmi les libéraux quand il s'agit d'établir une distinction entre

leur parti et le gouvernement canadien; cela est peut-être naturel car ils ont été au pouvoir beaucoup trop longtemps, pendant les 75 dernières années ou presque. Dans un système tel que le nôtre, il existe généralement et heureusement une tension saine entre la Fonction publique et le gouvernement. Ici, au contraire, il n'y a pas du tout de renouvellement. Voyez comme on peut, au cours de la période des questions, regarder de l'autre côté et voir l'ancien sous-ministre du Commerce, actuellement secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp), discuter avec son voisin de pupitre, l'ancien sous-ministre de la Production de défense, actuellement président du Conseil du Trésor (M. Drury). D'autres sont passés, sans changer de style ou d'attitude, de la Fonction publique au cabinet ou à l'arrière-ban du parti libéral.

M. Stanbury: Le député a-t-il quelque chose contre la Fonction publique?

M. Clark (Rocky Mountain): Je n'ai rien contre la Fonction publique, mais je pense qu'il est mauvais de ne pas établir de distinction entre la Fonction publique et le parti au pouvoir, comme c'est le cas.

Une voix: Cela ne s'applique pas dans tous les cas.

M. Clark (Rocky Mountain): Il y a toujours une exception qui confirme la règle. Monsieur l'Orateur, je me souviens d'avoir surpris une fois une conversation du prédécesseur, en matière de gymnastique parlementaire, du président du Conseil privé, l'honorable J. W. Pickersgill, qui a eu ce qu'il voulait et qui est maintenant à la retraite. Il avait parlé en passant de ce qu'il appelait l'intermède malheureux de l'histoire du Canada, c'est-à-dire les six années du gouvernement Diefenbaker, car ce dernier avait interrompu ce que lui et ses collègues en étaient venus à considérer comme l'état normal des choses au Canada, c'est-à-dire une situation où un gouvernement libéral était au pouvoir. C'est cette même personne qui éprouvait un tel respect pour le Parlement, lorsqu'il était de ce côté-ci de la Chambre, qu'il faisait de l'obstruction en véritable artiste, ce qui prouvait à quel point il tenait à un gouvernement parlementaire.

● (2100)

Notre histoire renferme d'autres exemples de confusion au sein du parti libéral entre l'intérêt public et l'intérêt du parti libéral. Certains croient encore que c'est le parti libéral qui a donné le coup de grâce à l'émission «This Hour Has Seven Days» au réseau anglais de Radio-Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Rocky Mountain): Les députés d'en face peuvent rire. Il est intéressant de voir le sérieux que le parti libéral attache à l'indépendance de Radio-Canada. Je suis tout particulièrement déçu de voir se joindre à ces divertissements le secrétaire d'État (M. Faulkner) qui doit faire rapport à la Chambre de cette société. Il y a eu l'émasculature de la Compagnie des jeunes Canadiens quand le travail dont elle était chargée est devenu gênant. Il y a eu l'attaque subtile par l'ancien ministre des Finances qui se trouve maintenant dans cette chasse gardée des politiciens libéraux défaits. Il y a eu l'attaque soudaine contre l'indépendance et la compétence du Conseil économique du Canada. Voilà l'attitude qui se manifeste à la Chambre en ce moment.